



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

28 | 2011

Sahel : danger de désert humanitaire ?

L'humanitaire en danger au Sahel ?

Gilles Collard



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/humanitaire/1019>

ISBN : 978-2-918362-46-3

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 3 avril 2011

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Gilles Collard, « L'humanitaire en danger au Sahel ? », *Humanitaire* [En ligne], 28 | 2011, mis en ligne le 20 juillet 2011, consulté le 24 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/1019>

Ce document a été généré automatiquement le 24 octobre 2022.

Tous droits réservés

L'humanitaire en danger au Sahel ?

Gilles Collard

- 1 **Le Niger n'est pas seulement le deuxième producteur mondial d'uranium, c'est aussi le pays où trois cent cinquante mille enfants sévèrement malnutris ont été sauvés l'année passée. Sans la présence des humanitaires - et Antoine, un des deux otages français exécutés, a été de ceux-là -, une grande partie de ces enfants seraient morts dans le silence. Le 9 janvier dernier, AQMI n'a sûrement pas pensé à cela.**

Conséquences directes du départ des humanitaires

- 2 Et pourtant, la vie de centaines de milliers d'enfants est bel et bien menacée aujourd'hui. Quarante pour cent du personnel humanitaire expatrié a quitté le Niger dans les semaines qui ont suivi la tragédie du 9 janvier. L'accès aux zones les plus touchées par la malnutrition aiguë est devenu impossible pour le personnel occidental qui refuse d'utiliser des escortes armées en respect du principe de neutralité. Suivre, sur le terrain, l'évolution de la crise liée à la sécheresse qui vient de frapper le Niger devient très difficile.
- 3 Malgré une bonne récolte, Unicef Niger évalue à deux cent mille le nombre d'enfants malnutris sévères, directement en danger, et qu'il faudra encore soigner cette année.
- 4 Le gouvernement du Niger a besoin de la communauté humanitaire pour faire face. Aujourd'hui, huit cent vingt-deux structures de santé réparties sur le territoire sont à même de prendre en charge ces enfants sévèrement malnutris, trois cent cinquante de ces structures sont directement supportées par les ONG. Beaucoup d'autres sont approvisionnées en intrants par Unicef/PAM.
- 5 Combien de ces structures étaient fonctionnelles durant l'été 2005 lorsque l'on a été surpris par la crise nutritionnelle ? Exceptées les quelques dizaines soutenues par MSF France, aucune.
- 6 Depuis 2005, le service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) est présent au Niger. Avoir été là en 2005 était important, y être aujourd'hui l'est encore

plus. Sans nul doute, cela a contribué à maintenir une présence humanitaire et ainsi permis d'atténuer les effets de la crise nutritionnelle de 2010 mais cela a aussi contribué à faire du Niger un pays où un grand nombre d'avancées ont lieu concernant les pratiques humanitaires.

Petit retour en arrière

- 7 Printemps 2005. L'arrivée des humanitaires, incluant leurs bailleurs de fonds, ne s'est pas faite sans grincements. Organisateur des Jeux de la Francophonie, le gouvernement du Niger de l'époque, niant l'évidence, a très mal accepté l'arrivée massive de ces ONG capables de relayer une image peu glorieuse mais réaliste de son pays.
- 8 MSF France en paiera le prix fort deux ans plus tard avec un avis d'expulsion.
- 9 La réaction des intervenants déjà présents, acteurs du développement a été plus surprenante : en substance, l'humanitaire ne peut rien faire vis-à-vis d'un problème nutritionnel qui serait « culturel », « chronique », « démographique »... et dont la réponse doit nécessairement s'inscrire dans le long terme. Aujourd'hui, la complémentarité entre les interventions d'urgence et les interventions de plus long terme ne fait plus débat. L'humanitaire est une réponse nécessaire qui intervient sur les conséquences désastreuses, immédiates et irréversibles de la malnutrition aiguë, même si ce phénomène est récurrent et a lieu dans un contexte stable. Les acteurs de l'urgence et ceux du développement mettent leurs stratégies et leurs moyens au service d'un objectif commun car tous sont convaincus que le phénomène de la malnutrition aiguë doit rester une priorité dans l'agenda des pays du Sahel. Cette dynamique, portée par tous, vise à institutionnaliser la lutte contre cette malnutrition, à trouver des solutions innovantes et à mobiliser des moyens financiers durables.
- 10 Elle ne doit pas s'arrêter maintenant.
- 11 Le pic de la crise 2005 passé au Niger, ECHO décide d'évaluer la situation nutritionnelle dans les pays environnants. Les niveaux de malnutrition aiguë y sont très élevés et certaines crises nutritionnelles ont été passées sous silence (comme au Burkina Faso en 2003). ECHO met alors au point une stratégie régionale dont l'objectif premier est de réduire les fortes prévalences de la malnutrition aiguë et l'objectif induit d'en faire une priorité pour les gouvernements et les bailleurs de développement qui les accompagnent. Le plan Sahel était né.

Le plan Sahel

- 12 En quatre ans, de 2007 à 2010, 150 millions d'euros ont été utilisés par près de vingt partenaires différents dans six pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Est-Tchad, et Nord-Nigeria). Ce plan Sahel repose sur trois piliers interdépendants : Connaissance ; Action ; Plaidoyer.
- 13 La première étape du plan Sahel, incontournable et logique, est une meilleure connaissance de la situation nutritionnelle. ECHO a donc renforcé l'information disponible et les systèmes de surveillance : chacun des pays du Sahel bénéficie maintenant d'une photographie annuelle de sa situation nutritionnelle, parfois même deux fois par an (Niger, Mauritanie) en fonction du calendrier culturel. Ces enquêtes ont un rôle majeur pour calibrer la réponse, orienter les interventions et maintenir

l'attention. De plus, partout où cela est possible, ECHO et ses partenaires poussent pour l'intégration d'indicateurs nutritionnels dans les systèmes d'alerte précoces nationaux. Enfin, des données qualitatives sont de plus en plus fréquemment disponibles par le biais d'enquêtes sur les économies des ménages (HEA) qui servent à mieux identifier les critères de vulnérabilité des populations les plus pauvres, les plus touchées par la malnutrition.

- 14 Partant de cette meilleure connaissance de la situation, ECHO a pu encourager des réponses innovantes pour la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë. Ce qui paraît évident aujourd'hui ne l'était pas en 2005, lorsqu'il a fallu convaincre, par exemple, et parfois même contre l'avis de la communauté humanitaire, de la nécessité d'un accès gratuit aux soins pour les femmes et les enfants. Aujourd'hui, ECHO multiplie les axes de travail pour améliorer l'efficacité de ses interventions. On en retiendra ici trois des plus importants :
- 15 ECHO s'appuie désormais sur sa stratégie d'assistance alimentaire pour développer des outils plus adaptés aux situations locales. Partout où la nourriture est disponible mais insuffisamment accessible pour des populations qui se sont appauvries, ECHO favorise l'utilisation de transferts monétaires. Ces transferts, utilisés durant la période de soudure¹, peuvent parfois être conditionnés à des séances de sensibilisation sur la nutrition. Une étude de l'ONG *Save the Children-UK* en 2008 au Niger avait ouvert le chemin, montrant des résultats encourageants quant à l'impact des transferts monétaires sur la réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë. L'étude de cet impact doit être approfondie, mais l'utilisation de ces transferts monétaires est déjà un outil supplémentaire dans la boîte de nos collègues du développement, notamment en Mauritanie.
- 16 L'utilisation de nouveaux produits nutritionnels pour mieux prévenir ou traiter la malnutrition aiguë modérée est un autre axe de recherche. Dans la lignée de ce qu'ont pu apporter les produits liés au traitement de la malnutrition aiguë sévère, les nouvelles formules d'aliments de supplémentation doivent montrer leur efficacité, leur efficience devant un CSB² qui ne peut plus être le seul produit « pour tous et dans tous les cas ». De nombreuses études sont en cours et tendent à montrer un impact positif sur la mortalité des enfants, d'autres aspects (coûts, logistique, effets contre-productifs) doivent être étudiés pour alimenter les comparaisons. L'idée est, encore une fois, de prouver l'intérêt d'un nouvel outil disponible tout en sachant que les produits nutritionnels ne restent que des outils et ne peuvent, à eux seuls, permettre le succès d'une intervention.
- 17 Travailler à une amélioration de la qualité des programmes n'a de sens que si cela touche le plus grand nombre des enfants concernés. Malgré une présence physique importante des humanitaires, les études de couverture récentes montrent qu'au Niger, entre 25 et 50 % des enfants malnutris bénéficient d'un traitement. C'est trop peu.
- 18 Enfin, et c'est le troisième pilier du plan Sahel, ce type de données alimente tout un travail permanent de plaidoyer. Les analyses des interventions et des enquêtes permettent de maintenir le dialogue avec les principales parties prenantes au problème de la malnutrition. Là encore, les progrès ont été importants depuis 2005.
- 19 Un grand nombre de pays du Sahel disposent ainsi désormais d'une direction de la Nutrition dans leurs ministères de la Santé respectifs, et de nombreux dispositifs de gestion de crises alimentaires ont intégré une dimension nutritionnelle.

- 20 Bien sûr, tous ces changements positifs sont aussi dus à une prise de conscience internationale, relayée par la création de nouvelles initiatives (SUN, REACH, OMD...) et par un engagement plus marqué de certains pays donateurs au travers de documents d'orientation stratégique importants élaborés par la Grande-Bretagne ou la France. Cette prise de conscience internationale influence les nouvelles orientations des instruments de l'aide européenne. Ainsi, le programme trisannuel (2011-2013) de la ligne thématique sur la sécurité alimentaire a intégré pour la première fois la problématique de la malnutrition. Cette évolution au niveau programmatique s'ajoute aux efforts de plus en plus visibles des délégations de l'Union européenne dans les pays les plus touchés par la malnutrition. Dans ces pays, la qualité du dialogue entre les représentants d'ECHO et des délégations est extrêmement bénéfique et favorise des programmations concertées.
- 21 Cette complémentarité est souvent résumée par l'acronyme « LRRD » (Lien Urgence-Réhabilitation-Développement). Cette formule, qui met l'accent sur la logique de continuité (être sûr que les acteurs de développement poursuivent et pérennisent l'action humanitaire), ne doit pas cacher les vraies qualités de complémentarité lorsque l'ensemble des instruments de l'aide – quelles que soient leurs particularités et leurs contraintes – est mis au service d'un objectif partagé. Il arrive que les délégations participent à la réponse aux crises. Au Niger, la contribution de la Commission à la crise de 2010 totalise 102 M€ dont 57 M€ proviennent des Fonds européens de développement (FED), au titre de la participation financière au Dispositif national de gestion des crises.
- 22 Plus généralement, on attend des instruments du développement qu'ils interviennent en amont, traitant les causes de la malnutrition quand ECHO doit intervenir au niveau de ses conséquences. Cela devient enfin possible car les délégations des pays du Sahel ont réalisé l'importance du phénomène de la malnutrition et son poids sur leur développement. Les programmes liés à la sécurité alimentaire se multiplient et l'on espère que le prochain cycle de programmation du 11^e FED (2013-2018) intégrera ce secteur comme une priorité pour un plus grand nombre de ces pays.
- 23 Avoir un secteur de coopération focalisé sur la sécurité alimentaire sera une grande avancée, pour peu que l'on ne réduise pas la sécurité alimentaire à une question de production agricole. Les familles les plus frappées par la malnutrition sont les plus pauvres. Pour elles, l'accès à une nourriture riche et variée, aux soins et à l'eau est aussi problématique que la quantité de nourriture disponible. Elles ne peuvent pas dégager les ressources suffisantes pour compléter l'alimentation des jeunes enfants ou payer les frais médicaux par exemple. Le problème ne peut donc pas être résolu uniquement par l'augmentation de la production, d'autant plus que ces ménages pauvres ont rarement la possibilité d'augmenter suffisamment leur capacité de production (problème de l'accès à la terre). Il faudra compter sur les transferts sociaux pour aider les plus pauvres, et la Banque mondiale a déjà envisagé un vaste programme de ce type au Niger...
- 24 L'intérêt de la complémentarité, des influences positives et réciproques entre l'urgence et le développement, est palpable dans le domaine de la malnutrition. Cependant, comme l'a souligné la commissaire européenne Kristalina Georgieva, lors de son passage à Niamey en juin dernier, d'autres défis attendent les pays du Sahel. La régularité des cycles de sécheresse va nous amener à travailler davantage sur la réduction des risques de catastrophes naturelles. Par son mandat et ses moyens, ECHO

ne pourra intervenir qu'au niveau des conséquences directes et en amont, au niveau de la préparation immédiate des communautés les plus directement concernées.

- 25 Là encore, le travail d'ECHO et de ses partenaires alimentera la réflexion sur les pistes de solutions qui sont structurelles, et permettra que les populations les plus vulnérables soient totalement intégrées dans les planifications à long terme.
- 26 Pour cela donc, les humanitaires ont encore une présence justifiée au Niger et au Sahel, et devant les nouveaux défis sécuritaires, ils devront trouver de nouvelles pistes pour maintenir leur présence et leur qualité d'intervention. La solution est peut-être parmi les nouvelles initiatives de MSF qui, depuis son expulsion, aide ses anciens cadres médicaux à faire fonctionner une organisation nigérienne sur les mêmes standards et principes que MSF. Décidément, les expériences du Niger ont encore beaucoup à apporter au monde humanitaire et bien au-delà...

NOTES

1. Période entre deux récoltes. Au Sahel, la période la plus difficile s'étend entre mai et août.
2. *Corn Soya Blend*, farine de soja et maïs mélangé.

RÉSUMÉS

Le Niger n'est pas seulement le deuxième producteur mondial d'uranium, c'est aussi le pays où trois cent cinquante mille enfants sévèrement malnutris ont été sauvés l'année passée. Sans la présence des humanitaires - et Antoine, un des deux otages français exécutés, a été de ceux-là -, une grande partie de ces enfants seraient morts dans le silence. Le 9 janvier dernier, AQMI n'a sûrement pas pensé à cela.

INDEX

Mots-clés : Action humanitaire, ECHO (Service d'Aide Humanitaire de la Commission européenne), Famine

Index géographique : Niger

AUTEUR

GILLES COLLARD

Gilles Collard est expert national détaché du ministère français des Affaires étrangères et européennes auprès de la DG ECHO à Bruxelles dans l'unité « Assistance alimentaire ». Il apporte un soutien sur cette thématique aux interventions de la DG ECHO dans les régions d'Afrique de l'ouest, centrale et australe et, plus globalement, sur les aspects LRRD. Acteur humanitaire de terrain depuis 1991, il a été assistant technique pour la DG ECHO en RDC (2001-2004) et au Niger (2005-2006).